

2009



Déclaration FO au CCE Contrat social de crise 2010

16 décembre

Contrat Social de Crise 2010, FO a été entendu sur l'essentiel, FO vote pour! et signe !

L'Indemnisation du chômage partiel à 100% pour tous avec l'utilisation d'1/10 de congé étaient les 2 priorités. Notre priorité absolue reste de préserver les emplois en France, tous les emplois y compris dans le tertiaire et l'ingénierie, même si pour cela, il faut faire appel au principe de solidarité comme pour le CSC 2009. Et notre signature de l'accord sur les séniors en est la preuve.

NOUS PARTAGEONS BIEN EVIDEMMENT DE TELS OBJECTIFS MAIS PAS LA FACON DE LES ATTEINDRE !

Nous sommes tous salariés Renault, tous solidaires, sauvegardons la fabrication pour sauvegarder le tertiaire, sauvegardons le tertiaire pour sauvegarder la fabrication !

Au terme d'une négociation difficile et courageuse, FO a signé le Contrat social de crise pour 2009, parce que chaque emploi sauvé méritait une signature. Un accord qui, même s'il n'est pas parfait, est devenu, sans aucun doute, un accord –référence par ce qu'il apporte aujourd'hui et par ce qu'il laissait espérer pour demain. Le Contrat Social de Crise 2010 en est la preuve, nous avons donc raison! Et les salariés en sont tous juges!

Ils le seront encore plus: comme pour l'acquisition des RTT, les jours chômés n'auront plus aucune incidence sur l'acquisition de congés au titre de l'année 2009 et 2010.

Et ils le seront tout autant en 2010.

En effet pour les sites industriels la direction annonce **45 journées de chômage en moyenne** dans un contexte économique incertain.

Selon les **propos de Mr Pélata** au CCE extra du 21/09/09 « 2010 est une année encore difficile, sans doute plus difficile que 2009 »

Mais contrairement au credo de Carlos Ghosn, on ne produit pas là où l'on vend !!

Ce qui nous amène à quoi? A une fragilisation délibérée des sites français de fabrication par des taux d'occupation avoisinant un dramatique 50% quand ailleurs on tourne à plus de 100%, par l'attribution d'un seul véhicule ou de véhicules dont le marché est restreint, par des projets sur lesquels on ne peut que prendre le pari qu'ils aboutiront...

Un PRV ayant entraîné une **perte de compétences et de savoir-faire** et une **augmentation de la charge de travail** ; des regroupements d'établissements et donc des transferts d'effectifs, des « synergies » Renault-Nissan, des externalisations qui n'ont pour seul effet qu'une **dégradation insupportable des conditions de travail** et une **augmentation du stress plus insupportable encore.**

Sites de Fabrication, d'Ingénierie, du Tertiaire... Partout en France, l'emploi est en danger! Parce qu'en tant qu'entreprise française, Renault ne peut continuer à mépriser la question de l'emploi national, alors même que ses meilleurs concurrents ne le font pas.

Parce qu'en tant qu'entreprise française, Renault ne peut profiter des mesures gouvernementales sans assumer ses responsabilités en retour, tant pour l'entreprise elle-même, que pour toute la filière automobile.

Parce qu'en tant qu'entreprise française, Renault se doit de concentrer toute son énergie pour donner priorité au plein emploi et non de générer du chômage, même partiel.

Cet accord, ce contrat à durée déterminée (1 an) est adossé à une convention avec l'Etat et devrait permettre jusqu'à fin 2010, l'utilisation d'1/10 de congé pour une indemnisation à 100%.

Une commission de suivi veillera, tout au long de l'année 2010, à l'application scrupuleuse des termes de cet accord.

RESTE DONC A TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR PRESERVER LES DROITS ET LES INTERETS DE TOUS LES SALARIES !

**FO demande, dans les plus brefs délais, la négociation d'un
Contrat Social d'Urgence de Relance,
mettant l'emploi en France au cœur des objectifs et repensant en
profondeur l'équilibre des niveaux de production et l'attribution des
nouveaux projets entre sites.**